



Comité économique et social européen

## C.2 REV

**Réunion du Bureau n°** 654  
**Date** 14/11/2017  
**Objet** Priorités politiques du CESE pour 2018  
POUR DÉCISION

Le Comité s'efforcera d'apporter une contribution importante **au débat sur l'avenir de l'Europe** en mettant, dans ses activités, ses avis et ses publications, l'accent sur **le citoyen**. Il jouera pleinement son rôle de «pont entre l'Union et la société civile» en veillant à déployer des activités **dans les États membres**, en entretenant son **réseau** de relations avec **les organisations nationales et européennes de la société civile**, en promouvant systématiquement **le dialogue civil et le dialogue social** et en tenant un discours différent du discours «institutionnel», c'est-à-dire en privilégiant **l'écoute**, la réalité concrètement vécue par les citoyens et les entreprises et leurs aspirations. L'année 2018 est la dernière année complète du mandat actuel du Parlement européen et de la Commission européenne. Cette situation donnera l'occasion au Comité de mesurer les enjeux et les possibilités propres à cette année particulière.

Le Comité veillera à assumer et à affirmer son rôle de **représentant légitime** de la société civile organisée et à ce titre, il sera attentif à toutes les formes de dislocation de **la cohésion, de la solidarité et de la confiance** et à toutes les formes de progrès du populisme qui se produisent dans les États membres, et il les **combattrà** par ses activités et en mettant l'accent sur l'intérêt de l'Union pour les citoyens, y compris en tirant parti du fait que 2018 sera l'«année européenne du **patrimoine culturel**», ce qui peut contribuer à mettre en évidence un patrimoine européen commun.

Le Comité suivra de près **l'actualité** européenne – entre autres la négociation du «Brexit» ou l'approche de **l'élection du Parlement** – et **l'agenda** des institutions, en veillant notamment au suivi du **programme de la Commission** et des recommandations qu'il lui a adressées pour 2018 ainsi qu'à la préparation du programme 2019.

La reprise économique se confirme en Europe, mais la croissance n'est pas suffisamment forte et elle demeure inégale. L'Union européenne devrait trouver des moyens de favoriser une croissance durable dans le long terme et qui profite à tous.

Le Comité s'efforcera de promouvoir **le développement économique et le progrès social**, l'augmentation du nombre d'emplois créés, et **l'amélioration des conditions de vie et de travail**. Il cherchera également à **relever les défis de la mondialisation, notamment en ce qui concerne une meilleure adéquation entre la politique commerciale européenne et la réalisation des ODD**. L'Union européenne doit accentuer sa **cohésion**, assurer un **développement durable** et renforcer sa compétitivité. Il s'agit là d'une question particulièrement délicate dans le contexte de la **transition**

**numérique**, et notamment si l'on souhaite anticiper les conséquences de cette dernière, en ce qui concerne plus spécifiquement **l'avenir du travail**. L'Union doit être solidaire, protéger ses citoyens, promouvoir les valeurs démocratiques et assurer la protection des **droits fondamentaux**.

Le Comité accordera la priorité, dans ses activités, à celles qui relèvent de sa mission essentielle au sens des traités, c'est-à-dire à la production d'**avis** destinés aux institutions européennes, le plus souvent à leur demande. Il veillera également à faire connaître ses avis et autres travaux.

Il déploiera à cette fin les ressources appropriées pour **communiquer** efficacement, en particulier à l'intention des citoyens et de leurs organisations. Il s'efforcera d'intensifier ses relations avec toutes les **institutions européennes** et de développer des synergies. Il s'efforcera en particulier de préparer une évaluation de ses relations avec le Parlement européen, la Commission et le Comité européen des régions dans l'optique de les renforcer.

Le Comité centrera ses priorités sur les huit thématiques ci-après, étant entendu qu'elles ne sont pas classées par ordre d'importance. Les propositions figurant en caractères italiques sont fournies à titre indicatif et elles devront, bien évidemment, faire l'objet de décisions à prendre par les organes compétents du Comité.

### **1. Assurer une transition équitable vers une économie et une société numériques**

Cette transition implique, entre autre, de promouvoir et de mettre en œuvre une politique en matière d'industrie et de services intelligente, durable et innovante, de soutenir les entreprises et les travailleurs, de promouvoir des modèles économiques divers, nouveaux, socialement durables tels ceux de l'économie collaborative ou circulaire et de relever les défis liés à l'intelligence artificielle, laquelle aura un impact sur le travail, les services et les infrastructures et les systèmes de sécurité sociale.

*Proposition: débat citoyen sur les thèmes «intelligence artificielle et monde du travail» et «transformations 4.0»*

### **2. Promouvoir une croissance durable au service de tous**

Une croissance plus forte et à long terme est nécessaire. Cela peut se faire en assurant la pleine mise en œuvre du marché unique et en défendant ses quatre libertés, tout en luttant contre le protectionnisme partout où il survient mais aussi en protégeant mieux les citoyens. En outre, il faut pour notre réussite économique encourager l'entrepreneuriat, attirer les investissements et renforcer la capacité d'innovation ainsi que mettre au point des politiques commerciales et budgétaires justes et dynamiques, tout en veillant à la distribution équitable des bénéfices ainsi générés.

### **3. Promouvoir une juste transition vers une économie compétitive à faible intensité de carbone en encourageant les énergies et mobilités durables**

Les politiques énergétique et de mobilité durables et abordables, définies et mises en œuvre dans le cadre des accords de Paris sur le climat et des Nations unies sur les objectifs du développement durable, sont au cœur de la révolution économique et sociale en cours. L'achèvement de l'Union

européenne de l'énergie, conduisant à une économie à faible intensité de carbone et inclusive, devra bénéficier à tous les acteurs et citoyens européens. Étant l'un des principaux vecteurs d'activités pour l'ensemble de la société, le transport mérite de se voir accorder une place de premier plan.

*Proposition: débat citoyen sur «les défis énergétiques»*

#### **4. Garantir et assurer le respect des droits fondamentaux et de l'état de droit**

L'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans toutes les politiques internes et externes de l'Union garantira un juste équilibre entre libertés économiques et droits fondamentaux, afin de mieux promouvoir nos valeurs démocratiques. En ce sens, l'Europe sera perçue comme apportant une vraie valeur ajoutée aux citoyens. Elle doit aussi en faire davantage s'agissant des valeurs démocratiques, de la cohésion de nos sociétés et des mesures visant à garantir une société libre et indépendante, et contrecarrer ainsi la réduction de l'espace occupé par les organisations de la société civile.

*Proposition: débat citoyen sur la possibilité de créer un forum européen de la SCO sur la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux*

#### **5. Réussir les transformations du monde du travail dans une Europe sociale renforcée**

Il est essentiel d'assurer une mise en œuvre effective du socle européen des droits sociaux tout en veillant à un juste équilibre entre les dimensions économique et social du modèle européen, afin de garantir l'inclusion sociale, en apportant une attention particulière aux plus faibles et aux exclus (pauvreté, précarité, perdants des transitions économique, environnementale, industrielle et sociale). Il importe également de fournir les orientations qui présideront aux réformes qui s'imposent dans les États membres, en se concentrant sur les résultats recherchés plutôt que sur des solutions uniformes pour tous. Il est particulièrement important d'anticiper les effets de la transition numérique, de renforcer les compétences et la productivité, de relever le défi que constitue le manque de main-d'œuvre qualifiée et de développer une nouvelle approche des carrières et de la formation tout au long de la vie. Les réformes et les innovations dans le marché du travail devront être créatrices d'emplois nouveaux et décents. Dans ce contexte, il faut soigneusement veiller à trouver le juste équilibre entre pertes et créations d'emplois. Le dialogue social et la participation des travailleurs devront être privilégiés; enfin, le modèle social européen sera préservé.

*Proposition: débat citoyen sur «l'avenir du travail» et un agenda social renouvelé*

## **6. Promouvoir une politique migratoire inclusive dans le cadre d'une politique extérieure ambitieuse**

Relever les défis des crises des réfugiés et de la migration suppose que les politiques d'asile et de migration légale soient appliquées dans le plein respect des droits humains, afin de favoriser une meilleure intégration des réfugiés et des migrants, avec un accent particulier sur un soutien spécifique correspondant à leurs besoins. Parmi les questions supplémentaires qu'il convient de traiter, il y a lieu de se concentrer sur les politiques extérieures de l'UE vis-à-vis du voisinage et de l'élargissement de l'Union à l'Est et au Sud, avec un accent particulier sur les Balkans occidentaux, compte tenu de l'importance de cette région dans les priorités des trois présidences à venir de l'Union, de même qu'il faut gérer les nouvelles menaces stratégiques et les conséquences du glissement économique vers l'Asie et répondre au défi démographique africain.

*Proposition: garantir la visibilité et le suivi adéquats aux débats tenus dans le cadre du Forum européen sur la migration, sur le thème «Vers un marché du travail plus inclusif pour les migrants»*

## **7. Renforcer la cohésion sociale et territoriale au moyen d'un budget adéquat de l'UE**

Mettre en place des politiques de développement rural et urbain promouvant la cohésion, l'inclusion sociale et les meilleures pratiques concernant les infrastructures, les mobilités ainsi que l'organisation intelligente des entités territoriales (îles, villes et régions «intelligentes»), de même qu'assurer le lien entre une politique agricole renouvelée et une politique alimentaire durable, sont parmi les facteurs visant à renforcer la cohésion et à diminuer toutes les formes d'inégalités.

## **8. Renforcer l'UEM**

Nous devons renforcer la gouvernance économique, budgétaire et financière de l'UE et achever l'Union économique et monétaire pour une Europe durable et équilibrée, l'objectif étant que le nombre d'États adhérant à l'UEM s'accroisse en raison des progrès qu'elle accomplira. De même, nous devons développer les instruments nécessaires à la réalisation des priorités politiques et économiques communes, et notamment: le plan d'investissement pour l'Europe, l'union bancaire et l'union des marchés de capitaux, une véritable union économique et budgétaire, un cadre financier pluriannuel conséquent et une politique commerciale ambitieuse. Le Comité contribuera par ses travaux au renforcement de la cohésion économique et sociale, garantissant une convergence vers le haut, la stabilité économique et une prospérité partagée pour tous les Européens.

*Proposition: débat citoyen sur «l'avenir économique et financier de l'Union»*

**Le Bureau est invité à adopter les priorités politiques du CESE pour 2018 énoncées ci-dessus.**